



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Démocratie rationalisée ?

A l'initiative du groupe parlementaire « Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires, LIOT, un projet de loi abrogeant le recul de l'âge légal de la retraite à 64 ans devrait être débattu et soumis au vote des député·es le 8 juin prochain.

Devrait... car les dirigeants macronistes ont ressorti une argutie constitutionnelle, l'article 40, pour empêcher que soit soumis au vote du Parlement ce recul social majeur.

L'article 40 de la Constitution, dispose que « *les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique* ».. « *Cette restriction à l'initiative financière des parlementaires est l'un des éléments constitutifs du « parlementarisme rationalisé » qui caractérise les institutions de la Vème République* » analyse, benoîtement et opportunément, le site de l'Assemblée Nationale.

Pour qui en douterait encore, tout est vraiment pourri dans cette Constitution corsetée qu'est la Vème République.

Macron et ses affidés oseront-ils une nouvelle fois interdire aux député·es de se prononcer sur le recul de l'âge de départ à la retraite ? Tout semble parti pour.

Hélas pour eux, colère et révolte ne se rationalisent pas !

Saint-Brévin : non au terrorisme fasciste !

Yannick Morez, le maire de Saint-Brévin, a décidé de démissionner, et même de quitter la ville où il habitait et travaillait depuis des dizaines d'années.

Des démissions de maires, cela arrive, mais celle-ci a une signification particulière. En effet, il y a quelques semaines, dans la nuit du 21 au 22 mars dernier, sa maison a été visée par une tentative d'incendie criminel alors qu'il était présent, avec sa famille. Or, cet incendie a une cause évidente : le soutien du maire à l'installation d'un centre d'accueil de migrant·es dans sa ville. Et les responsables tout trouvés : l'extrême droite, notamment zemmouriste, hostile à cette installation, qui multiplie intimidations et messages haineux.

Dans sa lettre de démission, le maire évoque « *le manque de soutien de l'Etat* ». Il indique ainsi que, de fait, Darmanin n'est soucieux de « *l'ordre public* » que contre les manifestant·es de gauche. Favorable à l'installation d'un centre d'accueil de migrant·es, critique à l'égard du gouvernement, ce maire serait-il donc un élu de la gauche radicale ? Que nenni : c'est un divers-droite, qui a sans doute lu dans des livres que la France fut une terre d'accueil pour les répruvé·es du monde... il y a bien longtemps.

Quoiqu'il en soit, cet épisode représente une victoire de l'extrême droite, une victoire de la haine et du rejet de l'autre. Et ce malgré les manifestations de soutien à l'installation, plus nombreuses que celles des adversaires des migrant·es. Mais c'est le terrorisme fasciste et le laxisme des autorités à son égard qui ont obligé le maire à partir. L'Assemblée nationale lui a rendu hommage, sauf... les député·es du RN !

Et c'est ce même terrorisme fasciste qui récemment multiplie dans notre pays, les menaces contre les élu·es, les injures, les voies de fait sur les syndicalistes, cherche à empêcher physiquement des spectacles et parade de plus en plus dans les rues.

Ce qui vient de se passer à Saint-Brévin renforce la nécessité de la lutte contre l'extrême droite, mais aussi de la solidarité avec les migrant·es, à l'heure où est annoncé le retour d'une loi Darmanin sur la question. Décidément, un ministre dont il faudrait se débarrasser.

Le 24 mai, toute la NUPES de Loire-Atlantique, soutenue par de nombreux/ses élu·es venu·es d'autres régions de France, sera dans la rue à Saint-Brévin pour dire son soutien à Yannick Morez. Mais aussi pour crier à l'extrême droite : « *vous ne nous terroriserez pas* » et pour redire notre soutien à l'accueil des migrant·es.

Lycée Pro : Macron persiste et signe !

Alors que les manifestations récentes ont mis en évidence la nécessité d'une réflexion et d'un débat démocratique sur le sens du travail, Macron, contre vents et marées, entend poursuivre, par sa réforme des lycées professionnels, la destruction d'un système scolaire initiée depuis déjà plus de 30 ans.

Ces établissements qui scolarisent 1/3 des lycéen·nes et qui avaient déjà pour mission de proposer des filières en adéquation avec les besoins des entreprises locales, vont voir cet aspect renforcé. Les filières seront directement adaptées aux taux d'insertion et tant pis si de nombreux métiers sont encore à inventer !

« Vers l'emploi et le bon emploi » dit Monsieur Macron. Mais, qu'est-ce qu'un « bon emploi » ? Comment peut-on limiter la scolarité à un emploi à l'heure où si peu de gens sont assurés de garder le même toute leur vie !

Le rôle de l'éducation nationale devrait être de fournir à tous et toutes les moyens intellectuels de s'adapter à toutes les situations, progresser dans leur futur métier, et s'y épanouir ou en changer. Toutes les mesures proposées dans la réforme vont dans le sens inverse : augmentation des stages, « bureau des entreprises », forcément locales, dans chaque établissement, « mentor » issu du monde du travail, généralisation des cours donnés par des professionnels pas forcément rompus à la pédagogie. Pour faire passer la pilule, une rémunération étiquette des stages sera versée par l'État.

La grande majorité des élèves de ces établissements, déjà souvent vécus comme « des voies de garage », viennent des catégories les plus populaires et les plus fragiles. Les stages ajoutent encore à la discrimination. On le sait, les filles ont des difficultés à trouver des stages dans des métiers à dominante masculine, ce qui ne pourra que les encourager à poursuivre dans des voies déjà très féminisées, et contribuera à les discriminer. La couleur de peau, le patronyme jouent également un grand rôle dans la sélection des stagiaires.

Le Bac pro en trois ans avait été « vendu » pour, soi-disant, permettre aux élèves des poursuites d'études. Il joue déjà difficilement ce rôle, et ce n'est pas en proposant aux élèves de terminale le choix entre plus de stages rémunérés ou 4 semaines de préparation aux BTS que les choses changeront !

Depuis longtemps, l'École ne joue plus le rôle d'ascenseur social. Avec cette réforme, le tri social devient une fatalité.

Les matières générales représentent déjà la portion congrue dans les lycées professionnels mais, quoi qu'en dise Macron, les horaires vont encore forcément diminuer. Quant aux heures d'enseignement professionnel que vont-elles devenir ? Ce sont ces heures qui permettent aux élèves de prendre de la distance et d'étudier plusieurs domaines différents, de développer leur savoir-faire, leur esprit critique, élargir leurs connaissances.

Pour l'avenir
des élèves de la voie pro

**NON À LA CASSE
DES LYCÉES PROS**



Cette réforme, si elle devait s'appliquer, renforcera encore la reproduction des inégalités sociales : les enfants issus de la classe ouvrière ou plus globalement de milieux défavorisés, déjà orientés prioritairement dans les voies professionnelles, s'y verront cantonnés, et auront encore plus de difficulté à en sortir. Les filières seront encore plus adaptées à un bassin d'emploi spécifique, faisant fi de la volatilité des métiers, et de la mobilité professionnelle tant vantée par ailleurs. Pendant leurs stages, ils serviront de main d'œuvre déqualifiée, quasi gratuite pour les entreprises. Autant dire que l'École ne jouera plus du tout le rôle émancipateur qu'elle devrait avoir !

ENSEMBLE! se battra avec toutes les organisations syndicales, politiques et de la jeunesse contre cette réforme, qui détruira encore un peu plus un système scolaire déjà malade de la sélection qu'il organise et des inégalités qu'il reproduit.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

contact@ensemble-mouvement.com



Mouvement-Ensemble

